



## Les grands titres:

- Golan : les 45 Casques bleus fidjiens retenus en otages depuis 2 semaines ont été libérés
- Ebola : le chef des opérations de maintien de la paix en visite au Libéria
- L'envoyée de l'ONU dénonce devant le Conseil de sécurité l'impasse politique en Haïti
- Darfour : la CPI délivre un mandat d'arrêt contre un chef rebelle soudanais
- L'Indice FAO des prix alimentaires à son plus bas niveau en quatre ans
- Asie du Sud : les enfants sont les principales victimes de la pauvreté et de l'inégalité - UNICEF
- Afghanistan : Ban appelle les deux candidats à l'élection à penser à l'avenir du pays
- Yémen : Jamal Benomar à Sana'a pour trouver une solution pacifique à la crise
- Myanmar : l'ONU salue les progrès réalisés dans l'État de Rakhine
- Afghanistan : l'ONU déplore la mort de civils lors d'une opération militaire dans la province de Kunar

## **Golan : les 45 Casques bleus fidjiens retenus en otages depuis 2 semaines ont été libérés**



Une base de la FNUOD, sur les hauteurs du Golan syrien. Photo: UNDOF

**11 septembre** - Les Nations Unies ont annoncé jeudi que les 45 Casques bleus fidjiens qui étaient retenus en otages par un groupe armé sur le plateau du Golan depuis deux semaines ont été remis jeudi à la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD).

« Aujourd'hui à 14h30 heure locale, les 45 Casques bleus fidjiens qui étaient détenus ont été remis à la FNUOD à la position 80 », a dit le porte-parole du Secrétaire général des Nations Unies, Stéphane Dujarric, dans une note à la presse.

« Les 45 Casques bleus sont en bonne condition et vont se rendre au Camp Faouar pour une évaluation médicale », a-t-il ajouté.

Les Casques bleus avaient été capturés le 28 août par un groupe armé dans les environs d'Al Qunaytirah, sur le plateau du Golan.

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a salué la libération des Casques bleus et a exprimé sa gratitude pour les efforts de toutes les personnes concernées pour obtenir cette libération.

« Le Secrétaire général rappelle à toutes les parties l'impartialité des Casques bleus des Nations Unies. La FNUOD est sur le terrain pour surveiller le désengagement de l'accord de désengagement entre Israël et la Syrie. Le Secrétaire général exige que toutes les parties respectent le mandat de la FNUOD, la liberté de mouvement et la sécurité de son personnel », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

Les Casques bleus de la FNUOD surveillent l'accord de désengagement de 1974 entre la Syrie et Israël après leur guerre de 1973. En juin, le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de la mission pour six mois, jusqu'au 31 décembre 2014. Fin juillet, la FNUOD comptait 1.223 soldats de la paix originaires de six pays (Fidji, Inde, Irlande, Népal, Pays-Bas, et Philippines).



## Ebola : le chef des opérations de maintien de la paix en visite au Libéria



**11 septembre** - Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, se trouvait jeudi au Libéria, pour évaluer comment les Casques bleus de la Mission des Nations Unies dans ce pays (MINUL) peuvent accroître leur soutien à la lutte contre l'épidémie d'Ebola qui frappe ce pays.

M. Ladsous a rencontré la Présidente Ellen Johnson Sirleaf et d'autres hauts responsables du gouvernement. Vendredi, il se rendra à Accra, au Ghana, où il visitera un centre logistique mis en place dans le cadre des opérations contre l'épidémie qui touche plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, a indiqué le porte-parole du Secrétaire général lors d'un point de presse à New York.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), des milliers de cas d'Ebola ont été signalés notamment en Guinée, au Libéria, et en Sierra Leone, et dans une moindre mesure au Nigéria et au Sénégal.

« Notre opération de maintien de la paix ne va pas quitter le Libéria. Nous n'allons pas partir. Nous sommes ici pour continuer à aider la population du Libéria et ses voisins à surmonter cette terrible crise », a dit M. Ladsous lors d'une visite au quartier général de la MINUL, à Monrovia, la capitale du Libéria. « Je suis venu ici pour afficher notre solidarité. »

« Même si cette épidémie est sans précédent, nous savons ce qu'il faut faire. Nous aidons activement l'Organisation mondiale de la santé. Mais cela nécessite un soutien massif de la communauté internationale. Et ce sera l'un des objectifs de la réunion de haut niveau à New York pour susciter davantage de soutiens », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a annoncé qu'il prévoyait d'organiser une réunion sur Ebola en marge du débat de haut niveau de l'Assemblée générale fin septembre à New York.

## L'envoyée de l'ONU dénonce devant le Conseil de sécurité l'impasse politique en Haïti



**11 septembre** - A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée jeudi à Haïti, la Représentante spéciale du Secrétaire général dans ce pays, Sandra Honoré, a dénoncé l'impasse politique dans ce pays qui empêche un accord permettant d'organiser les élections d'ici à la fin de l'année.

« La dernière fois que j'ai fait un exposé devant le Conseil de sécurité en mars 2014, la dynamique politique créée par le dialogue inter-haïtien, résultant de la signature de l'Accord d'El Rancho, avait suscité l'espoir que des élections puissent être organisées d'ici la fin de 2014 pour pourvoir les deux-tiers des sièges du Sénat, la totalité des sièges de la Chambre des députés et ceux des administrations municipales et des conseils locaux », a rappelé Mme Honoré dans un exposé devant les membres du Conseil de sécurité.

« Depuis lors, la poursuite de la méfiance et des désaccords sur le processus électoral entre l'exécutif et les membres de l'opposition au sein de la législature a entraîné des retards répétés dans la mise en oeuvre de l'accord », a-t-elle ajouté. Un groupe de six sénateurs bloque notamment tout accord sur le cadre juridique qui permettrait l'organisation des élections.

Mme Honoré a noté de récentes nouvelles tentatives pour sortir de l'impasse. « Néanmoins, étant donné le temps nécessaire pour les préparatifs logistiques, la fenêtre pour organiser les élections avant la fin de l'année se referme désormais rapidement », a-t-elle dit. « Cela est particulièrement préoccupant alors que sans élections, le Parlement ne pourra plus fonctionner le 12 janvier, créant ainsi un vide institutionnel jusqu'à ce que les élections soient organisées et qu'une nouvelle législature soit installée. »

Malgré cette impasse politique, la Représentante spéciale a noté que l'environnement sécuritaire en Haïti restait relativement stable et que les performances de la police continuaient de s'améliorer.

Le Secrétaire général des Nations Unies a recommandé une réduction de la composante militaire de la Mission des Nations Unies en Haïti (MINUSTAH) pour la ramener à deux bataillons d'ici à juin 2015, tout en maintenant les effectifs de la composante police de la Mission à leur niveau actuel.

S'agissant de la situation humanitaire, Mme Honoré a noté que les efforts du gouvernement haïtien soutenu par les partenaires internationaux ont réduit de manière significative l'impact de l'épidémie de choléra.

## Darfour : la CPI délivre un mandat d'arrêt contre un chef rebelle soudanais



Le siège de la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye. Photo CPI/Max Koot

**11 septembre** - La Cour pénale internationale (CPI) a délivré, à la majorité, un mandat d'arrêt à l'encontre d'un chef rebelle soudanais, Abdallah Banda Abakaer Nourain, pour des crimes de guerre qui auraient été commis au Darfour (Soudan).

Le 27 août 2009, Abdallah Banda a été cité à comparaître devant la CPI et a comparu le 17 juin 2010. Il est accusé de trois chefs de crimes de guerre qui auraient été commis durant une attaque menée le 29 septembre 2007 contre la Mission de l'Union africaine au Soudan (MUAS) stationnés à la base militaire de Haskanita, dans la localité d'Umm Kadada au Darfour-Nord.

« Le 7 mars 2011, trois charges de crimes de guerre prétendument commis au Darfour (Soudan) avaient été confirmées à son encontre. La Chambre a également ajourné l'ouverture du procès, prévue pour le 18 novembre 2014, et a demandé au Greffe de la CPI de transmettre les nouvelles demandes d'arrestation et de remise à tout Etat, y compris le Soudan, sur le territoire duquel pourrait se trouver M. Banda », a dit la CPI dans un communiqué de presse.

La Chambre de première instance IV de la CPI avait demandé la coopération du gouvernement soudanais afin de faciliter la présence de l'accusé à son procès. « Cette coopération, selon les informations fournies par le Greffe, n'est pas en cours », a souligné la CPI.

Par conséquent, la Chambre a estimé qu'il n'y a aucune garantie que, dans les circonstances actuelles, M. Banda soit objectivement en mesure de comparaître volontairement, indépendamment du fait qu'il souhaite, ou non, être présent à son procès.

La Chambre a conclu qu'un mandat d'arrêt est désormais nécessaire pour assurer la présence de l'accusé. La Chambre a souligné que si M. Banda comparait néanmoins de façon volontaire devant la Cour, la Chambre prendrait en considération cette comparution volontaire et reverrait en conséquence les conditions de son séjour aux Pays-Bas pendant le procès.

## L'Indice FAO des prix alimentaires à son plus bas niveau en quatre ans



Photo FAO/Jean Di Marino

**11 septembre** - L'indice mensuel des prix des produits alimentaires publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a reculé à nouveau en août pour le cinquième mois consécutif, tombant à son plus bas niveau depuis septembre 2010, a indiqué jeudi l'agence onusienne.

La moyenne de 196,6 points enregistrée en août représente une baisse de 7,3 points (3,6%) par rapport à juillet. A l'exception de la viande, tous les prix des denrées mesurées par l'indice ont nettement fléchi.

L'indice des produits laitiers était en tête avec une moyenne de 200,8 points, en retrait de 25,3 points (11,2%) par rapport à juillet et de 46,8 points (18,9%) par rapport à il y a un an, compte tenu de l'abondance des disponibilités exportables et de la demande réduite d'importations.

L'embargo russe sur les produits laitiers de plusieurs pays au début du mois a contribué à la chute des prix, tandis que le

fléchissement des importations de lait entier en poudre par la Chine (premier importateur mondial) a favorisé l'incertitude des marchés.

L'Indice FAO des prix des céréales s'est établi aux alentours de 182,5 points en août, soit 2,8 points (1,5%) de moins qu'en juillet et 24,2 points (11,7%) de moins qu'en août 2013.

Compte tenu des perspectives de production record pour 2014, les prix du blé ont continué à fléchir en août, tombant à leur plus bas niveau depuis juillet 2010. De même pour les cours du maïs qui ont bénéficié de conditions de croissance quasi-idéales dans les principales zones de production et de stocks abondants.

Toutefois, à l'encontre de la tendance des céréales, les prix du riz ont augmenté en août, traduisant la demande accrue d'importations, les prélèvements plus faibles que prévus des stocks de Thaïlande, et les conditions météorologiques défavorables qui ont nui à certaines récoltes en Asie.

« Les disponibilités de riz semblent être abondantes à l'échelle mondiale, mais les stocks sont concentrés dans un petit nombre de pays et souvent détenus par les gouvernements. Cela signifie que ces pays ont le pouvoir d'influencer les cours mondiaux, en décidant d'écouler ou non ces réserves sur le marché », a expliqué l'économiste de la FAO, Concepción Calpe. « Le fait que la Thaïlande limite encore les ventes de l'énorme volume de riz détenu dans les entrepôts publics a constitué un des principaux facteurs à l'origine de la hausse des prix mondiaux ces derniers mois ».

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires est un indice pondéré en fonction des échanges qui mesure les prix de cinq denrées principales sur les marchés internationaux: céréales, viande, produits laitiers, huiles végétales et sucre.

L'indice des huiles végétales s'élevait à 166,6 points en août, soit 14,5 points (8%) de moins que le mois précédent et son plus bas niveau depuis novembre 2009.

L'indice FAO des prix du sucre avoisinait les 244,3 points, en recul de 14,8 points (5,7%) par rapport à juillet, mais toujours 2,2 points (1%) de plus qu'il y a un an.

Quant à l'indice de la viande, il s'établissait en moyenne à 207,3 points, en baisse de 2,5 points (1,2%) par rapport à juillet, mais 25 points (14%) de plus que l'an dernier.

Par ailleurs, le Bulletin mensuel de la FAO sur l'offre et la demande de céréales, publié également aujourd'hui, a révisé à la hausse les estimations de la production céréalière mondiale de 2014 de 14 millions de tonnes. Les nouveaux chiffres de 2,5 milliards de tonnes (à l'exclusion du riz en équivalent usiné) seraient inférieurs de 0,5% (13 millions de tonnes) au record de l'an dernier.

Ces révisions s'expliquent essentiellement par des prévisions plus optimistes pour le blé par rapport au mois dernier. La production de blé est désormais estimée à 716,5 millions de tonnes, à peine inférieure à la récolte record de l'an dernier.

Selon les estimations actuelles, les récoltes de blé en Chine, en Fédération de Russie, en Ukraine et aux États-Unis devraient être plus importantes que prévu.

## Asie du Sud : les enfants sont les principales victimes de la pauvreté et de l'inégalité - UNICEF



Un enfant forcé de travailler au Pakistan.  
Photo OIT/M. Crozet

**11 septembre** - Si des progrès considérables ont été réalisés, les inégalités demeurent très importantes en Asie du Sud et les enfants en sont les premières victimes, affirme le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) dans un rapport publié jeudi.

« Plus de deux millions d'enfants en Asie du Sud meurent avant leur cinquième anniversaire et ces décès auraient souvent pu être évités. 38% des enfants qui vivent dans la région souffrent de malnutrition chronique, et l'Asie du Sud est l'une des régions au monde où les femmes enceintes et l'accouchement sont les plus risqués, avec le deuxième plus fort taux de mortalité maternelle au monde », a expliqué la Directrice régionale de l'UNICEF en Asie

du Sud, Karin Hulshof, dans un communiqué de presse.

Plus de 8 millions d'enfants âgés de moins d'un an ne sont pas immunisés. 46% des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans, et 18% sont mariées avant avoir atteint 15 ans. L'Asie du Sud est également la région au monde avec le plus grand nombre d'enfants avec des retards de croissance. 700 millions de personnes n'ont pas accès à l'assainissement et 100 millions d'enfants ne sont pas enregistrés à la naissance. Le Pakistan et l'Afghanistan sont parmi les trois pays au monde où la poliomyélite est endémique.

Le rapport est publié alors que l'UNICEF célèbre le 25<sup>ème</sup> anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant. Cette Convention a servi à faire adopter des lois au niveau national pour protéger les droits des enfants dans les huit pays de la région ainsi que des plans de développement pour assurer la mise en œuvre de ces lois.

L'ensemble des pays de l'Asie du Sud ont intégré des éléments de la Convention dans leurs lois nationales et établi des ministères et d'autres institutions pour assurer la mise en œuvre. Cependant la pauvreté et les inégalités empêchent des millions d'enfants de vivre dans la dignité, de développer leur potentiel et d'avoir des perspectives d'avenir.

« À l'occasion du 25<sup>ème</sup> anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant, il faut que nous trouvions le moyen de transformer la vie des enfants en Asie du Sud. Il faut assurer l'accès aux services de santé pour les mères et les enfants, une nutrition adéquate et l'accès à l'assainissement. Nous devons également fournir une éducation de qualité pour créer des opportunités d'avenir », a souligné Mme Hulshof.

## Afghanistan : Ban appelle les deux candidats à l'élection à penser à l'avenir du pays



**11 septembre** - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est entretenu au téléphone mercredi, séparément, avec les deux candidats à l'élection présidentielle afghane, Ashraf Ghani et Abdullah Abdullah, a indiqué jeudi son porte-parole.

Lors de ses conversations, le chef de l'ONU a souligné la nécessité pour les deux candidats « de respecter leurs engagements publics et de conclure un accord sur un gouvernement d'union nationale », a dit ce porte-parole dans une note à la presse.

« Le Secrétaire général a déclaré que l'audit (des résultats du second tour de l'élection présidentielle), qui est actuellement en cours et est soutenu par les Nations Unies, a été solide, complet et compatible avec les meilleures pratiques internationales », a-t-il ajouté. « Le Secrétaire général a demandé aux deux candidats de penser à l'avenir de l'Afghanistan et de son peuple. Il les a rassurés sur l'unité des Nations Unies et de la communauté internationale dans leur soutien à une transition pacifique en Afghanistan. »

Ban Ki-moon a également discuté avec le Président sortant de l'Afghanistan, Hamid Karzaï. Il a lui a dit que les Nations Unies resteraient engagées dans un partenariat avec l'Afghanistan. Il a aussi souhaité que M. Karzaï continue de rester impliqué en tant qu'ancien responsable.

Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires politiques, Jeffrey Feltman, se trouvait jeudi dans la capitale afghane Kaboul, où il a rencontré les deux candidats à la présidentielle.

« Je suis venu ici pour dire aux deux candidats, au nom du Secrétaire général, qu'il faut qu'ils avancent », a dit M. Feltman après ses rencontres. « Et si nous pouvons faire quelque chose pour les aider, nous le ferons. »

## Yémen : Jamal Benomar à Sana'a pour trouver une solution pacifique à la crise



**11 septembre** - Le Conseiller spécial du Secrétaire général sur le Yémen, Jamal Benomar, s'est rendu jeudi dans ce pays, dans le contexte d'une grave crise et d'affrontements entre les forces du gouvernement et les Houthis, une minorité chiite, qui ont fait plusieurs morts au cours des derniers jours.

Selon M. Benomar, le pays se trouve dans une situation grave qui menace le processus de transition politique. Lors d'une réunion avec le Président du Yémen, Abed Rabbo Mansour Hadi, le Conseiller spécial a rappelé que le Conseil de sécurité avait appelé les parties prenantes à régler leurs différends de manière pacifique.

Selon la presse, des centaines d'hommes armés de la rébellion chiite, les Houthis, campent depuis plusieurs semaines dans la périphérie de Sanaa, réclamant que le gouvernement revienne sur sa décision de couper les subventions au carburant et démissionne.

« M. Benomar a exhorté tous les Yéménites à faire des efforts réels et crédibles pour résoudre leurs différends et trouver une solution qui place les intérêts de la nation avant tout », a affirmé le bureau du Conseiller spécial dans un communiqué de presse.

## Myanmar : l'ONU salue les progrès réalisés dans l'État de Rakhine



**11 septembre** - Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et le Programme de développement des Nations Unies (PNUD), ont appelé jeudi à renforcer l'aide humanitaire et l'aide au développement dans l'État de Rakhine au Myanmar afin de répondre aux besoins des communautés locales.

« On pourra arriver à la stabilité et à une paix durable dans l'État de Rakhine lorsque les besoins des communautés seront satisfaits », a dit le Directeur du bureau régional du PNUD pour l'Asie-Pacifique, Haoliang Xu, dans un communiqué de presse.

L'État de Rakhine est l'une des régions les plus pauvres du Myanmar, et les restrictions imposées à cause du conflit qui oppose des bouddhistes à des musulmans Rohingyas depuis juin 2012, limitent la liberté de mouvement de centaines de milliers d'habitants. Cela compromet leur accès à la nutrition, aux services de santé, à l'éducation et aux moyens de subsistance. Cela accentue leur dépendance envers l'aide humanitaire.

« Nous devons répondre aux besoins immédiats des personnes vulnérables et renforcer la capacité de l'État à fournir les services de base tels que les soins de santé, l'éducation, l'accès à l'eau potable, aux moyens de subsistance et aux infrastructures », a expliqué M. Xu, en ajoutant qu'il était nécessaire d'améliorer les relations entre les groupes ethniques de la région et de trouver des solutions durables pour les personnes déplacées.

M. Xu et le Directeur des opérations du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), John Ging, ont salué les efforts du gouvernement en soulignant qu'il était nécessaire de redoubler ces efforts pour améliorer les conditions pour les personnes les plus vulnérables de Rakhine.

« Il est évident que des progrès ont été réalisés depuis ma dernière visite il y a un an et cela est un véritable exploit en pensant aux défis qu'il fallait surmonter. Cependant, il reste beaucoup à faire et il faut redoubler d'efforts », a déclaré M.

Ging.

« La situation humanitaire reste inacceptable pour trop de gens, mais grâce à l'action des organisations humanitaires, la situation semble se stabiliser », a-t-il ajouté.

Durant leur visite de deux jours dans la région, MM. Xu et Ging se sont rendus dans les camps de déplacés de Sittwe et Pauk Taw, où les agences humanitaires onusiennes et leurs partenaires apportent un aide d'urgence et où le PNUD travaille avec les communautés locales pour renforcer la cohésion sociale et pour améliorer l'accès aux services de base.

## **Afghanistan : l'ONU déplore la mort de civils lors d'une opération militaire dans la province de Kunar**



**11 septembre** - La Mission des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a exprimé jeudi ses condoléances aux familles et proches des civils qui ont été tués lors de frappes aériennes la veille dans la province de Kunar dans l'est du pays.

Selon les informations de la MANUA, au moins huit civils ont été tués et dix autres ont été blessés lors d'une opération militaire menée conjointement par les forces de sécurité afghanes et la Force d'assistance internationale à la sécurité (ISAF) dans une zone isolée de la vallée de Badel. Les victimes sont principalement des femmes et des enfants.

« Il faut tout faire pour assurer la protection des civils lors des opérations militaires. Je réitère mon exhortation aux parties prenantes au conflit de redoubler d'efforts pour éviter les actions qui risquent de mener à des pertes civiles », a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, Jan Kubis, dans une déclaration à la presse.

La mission onusienne a souhaité un prompt rétablissement aux personnes blessées et a souligné que les enquêtes qui ont été lancées sur l'incident par l'ISAF et par les autorités afghanes doivent être approfondies et transparentes.